

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 28 mai 2018

Droit à l'avortement en Irlande : la cause des femmes est celle de tous les travailleurs

Vendredi 25 mai, plus de 66 % des Irlandais ont voté en faveur de la fin de l'interdiction de l'avortement. Une victoire historique pour les femmes irlandaises ! Mais il leur faudra encore s'assurer que l'avant-projet de loi visant à légaliser l'avortement jusqu'à douze semaines d'ici la fin de l'année soit bien mis en œuvre.

Il y a de quoi se réjouir, en effet, après des milliers d'avortements clandestins dans des conditions déplorables ; après des années à devoir se payer un billet pour l'Angleterre ou les Pays-Bas pour pouvoir avorter dans des conditions plus sûres... Pendant des décennies, l'Église catholique a maintenu une chape de plomb sur la société irlandaise, pour maintenir son pouvoir sur la famille et sur le corps des femmes. Sans parler de son hypocrisie : les femmes riches avaient les moyens financiers de contourner l'interdiction en allant avorter à l'étranger. Les femmes des classes populaires qui ne pouvaient pas en faire autant payaient ainsi une double peine.

Alors oui, pouvoir choisir d'être enceinte ou non et à quel moment, disposer librement de son corps et de sa vie, c'est une première conquête.

Une conquête inachevée

Ailleurs, même là où la légalisation de l'avortement a déjà été obtenue, les droits des femmes demeurent fragiles. Il y a quelques années à peine, le gouvernement espagnol a voulu revenir sur le droit à l'avortement, c'est-à-dire ne dépénaliser l'avortement qu'en cas de danger grave pour la santé de la mère et en cas de viol. Seules des manifestations monstrueuses l'avaient obligé à faire marche arrière.

En France, le droit à l'avortement et à vivre librement sa sexualité est remis en cause par les politiques d'austérité budgétaire. Celles-ci conduisent à la fermeture des planning familiaux, ou à ce que les hôpitaux pratiquent l'IVG (interruption volontaire de grossesse) dans des conditions dégradées, avec des files d'attente allongées, à la mesure de la dégradation des conditions de travail et de soin dans la

santé. Sans parler de tous ces médecins cherchant à se retrancher derrière une « clause de conscience » pour ne pas réaliser cet acte médical.

Un combat quotidien

Le récent scandale Weinstein et le mouvement #MeToo de dénonciation du harcèlement rappellent l'ampleur de l'oppression des femmes. En Espagne, des dizaines de milliers de manifestants, majoritairement des femmes et des jeunes, ont manifesté contre le jugement qui a refusé de condamner pour viol « la meute ». Ce groupe d'hommes qui avait violé dans la rue une jeune femme et filmé la scène a bénéficié d'une complaisance extrême de la part des juges, provoquant la colère et l'indignation d'une grande partie de la population : les violences sexistes ne doivent plus rester impunies.

Au travail aussi, les comportements sexistes sont nombreux et trop rarement condamnés. Au contraire, dans bien des cas, ce sont les femmes victimes de ces agissements qui finissent par être sanctionnées par la hiérarchie. Sans parler des inégalités de salaires entre hommes et femmes, lesquelles sont par ailleurs les plus nombreuses à subir la précarité et les temps partiels imposés.

En France, les premiers succès du mouvement féministe et la dépénalisation de l'IVG en 1974, ont fait partie des suites de mai 68 et de la grève générale qui avait alors mobilisé dix millions de travailleuses et de travailleurs.

Donc aux femmes de tous les pays de prendre la tête de la lutte de classe, et l'avenir de l'humanité reprendra des couleurs.

Cuisson à l'étuvé ou a l'étouffé ?

Depuis plusieurs jours, les bureaux se sont transformés en four dépassant par endroit 30°. Pas étonnant, comme au G01, puisque la climatisation ne fonctionne pas.

La direction pense-t-elle qu'un mois et demi avant la fermeture du site nous nous en passerions ?

Mais nous sommes encore là. Alors refusons de travailler dans de telles conditions et exigeons des conditions de travail décentes. Faute de quoi, ça va chauffer pour de bon.

Salariés zéro émission.

Après les futurs véhicules zéro émission, PSA innove en créant les salariés zéro émission. Avec les emplacements dynamiques, les poubelles « persos » sont devenues interdites. Moins de poubelles, moins de ménage, plus d'économie ! On n'ose imaginer les dégâts lors des épidémies de rhume... Avec le projet CEP, la direction en profite sur les économies de bout de chandelle.

On a vu double

Historique ! Dans le cadre du comité stratégique de la filière automobile les deux Carlos ont fini par se revoir après près de 4 ans de bouderies. Il faut dire que l'occasion était trop belle. Dans le cadre de la transition énergétique et écologique que prévoit le gouvernement, il y a des investissements lourds à prévoir et pas question pour les deux larrons de gréver les dividendes aux actionnaires. C'était donc l'occasion de tendre la sébile au gouvernement qui s'est empressé de promettre d'installer des bornes de recharge sur fonds publics.

Socialiser les dépenses et privatiser les profits, l'adage est toujours aussi vrai pour les capitalistes.

S'engouffrant dans la brèche ouverte par l'État

PSA veut remettre en cause les 35 h à Vesoul. Elle compte faire passer le temps de travail des 3 000 salariés du site de 35 h à 37 h 45, soit une augmentation de 7,8 % du temps de travail pour une augmentation des salaires de 2,8 % seulement. Objectif : supprimer 150 CDI par an jusqu'en 2020. Une centaine de salariés ont débrayé le jeudi 18 mai et le mardi 22 mai. La mobilisation doit s'amplifier, car à terme, tous les sites de production sont visés.

Parcoursup : ton avenir est... en attente

Mardi dernier, plus de 800 000 lycéens ont commencé à recevoir les réponses sur Parcoursup, la plateforme mise en place par le gouvernement pour gérer l'accès à l'enseignement supérieur.

Pour 400 000 d'entre eux, cela s'est résumé à des refus et des « mises en attente ». Combien auront droit à une place après le second « tirage » ? Pour la plupart, ça se résumera à des filières et des lieux d'études non choisis. Et combien resteront sur le carreau ? Plus de 200 000 au moins.

À défaut d'investir massivement dans l'éducation, prétextant un baby-boom du début des années 2000 (ça laissait 18 ans pour prévoir les places en fac !), le gouvernement a organisé la sélection pour mettre à l'écart les enfants des classes populaires.

Depuis des mois, des lycéens et étudiants sont en lutte pour s'opposer à ce système. Son application concrète montre la justesse de leur combat et la nécessité de le poursuivre.

Les cow-boys de Collomb à l'assaut d'un lycée

La semaine dernière, à la suite de la manifestation parisienne de la Fonction publique, des lycéens ont tenté d'occuper le lycée François Arago, à Paris. Ils cherchaient à organiser une assemblée générale. Mais des jeunes qui refusent la sélection sociale, qui sont politisés et qui préfèrent l'organisation collective et démocratique à l'ambition individuelle, voilà qui ne cadre vraiment pas avec l'image des petits loups du « nouveau monde » proposée par le président des riches.

Pour ne pas gêner leur modèle, Macron et son porte-flingue Gérard Collomb utilisent la répression : 102 arrestations, des mineurs qui ont passé six heures dans les paniers à salade sans pouvoir boire ni aller aux toilettes et qui ont subi, pour certains, des gardes à vue de 36 heures.

En traitant ainsi des adolescents qui ne se laissent pas faire, le gouvernement montre sa crainte d'une colère sociale. Un tel comportement vis-à-vis des jeunes, c'est une raison de plus pour que cette colère explose.

La lutte continue

Retour d'un serpent de mer : le gouvernement envisage de transférer une grande partie de la dette de la SNCF à l'État. Cette opération comptable est présentée comme une concession faite aux cheminots, afin que ces derniers cessent leur grève.

Il s'agit d'une pure escroquerie. La dette n'a rien à voir avec les cheminots et n'est en rien la cause de la grève. Les cheminots se battent contre le pacte ferroviaire et ses conséquences sur les salaires, les conditions de travail, les licenciements...

Retrait du pacte ferroviaire !

Buzyn fait les poches des malades

Le ministère de la Santé va annoncer le déremboursement de plusieurs médicaments utilisés pour soigner Alzheimer. Avec « l'amélioration du parcours de soin », dit-il, il serait désormais envisageable de ne plus rembourser ces médicaments jugés insuffisamment efficaces, pourtant utilisés par des milliers de malades. De quelle « amélioration » parle-t-on quand les économies réalisées dans la santé créent, à tous les niveaux, un manque de moyens et de personnel ?

Pour le gouvernement, tous les prétextes sont bons pour faire payer toujours plus les malades et leurs familles.